

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-a-l-heure-du-changement>

La Bolivie à l'heure du changement

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 1er octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Pierre Beudet

[Alternatives](#). Samedi le 24 septembre 2005

Des élections nationales auront lieu en décembre dans ce pays des Andes traversé depuis plusieurs années par une grave crise politique et sociale. Récemment de passage à Montréal dans le cadre des Journées Alternatives, Hugo Salvaterra, l'un des leaders de l'opposition dont les sondages prédisent la victoire aux élections, nous a expliqué l'ampleur de cette crise et les défis que le mouvement populaire confronte.

Une lutte intense

Le 6 juillet dernier, le nouveau Président de la Bolivie Carlos de Meza a démissionné, quelques mois à peine après le départ précipité du précédent président Gonzalo Sanchez de Lozada. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la mobilisation populaire qui a imposé ces départs. Depuis, une des principales revendications du mouvement populaire a été adoptée par le Parlement bolivien, à savoir l'augmentation des « royalties » (de 18% à 50%) payée par les entreprises multinationales qui exploitent le pétrole et le gaz boliviens, et qui constituent la principale richesse du pays. Selon Hugo Salvaterra, ce sont les syndicats, les paysans et les groupes communautaires comme la puissante Federación de Juntas Vecinales de El Alto qui contrôle les banlieues populaires de La Paz qui ont été responsables de ce « tremblement de terre politique ». Mais les groupes dominants de la Bolivie ne sont pas restés passifs.

On le sait, la Bolivie est un pays où sévit une sorte d'« apartheid » social et racial, et où les dominants (blancs et urbains) s'approprient toutes les richesses. Actuellement, la stratégie des classes dominantes est d'exiger l'« autonomie » des régions (dans l'est du pas) qui abritent l'essentiel du pétrole ou du gaz (mais aussi de l'eau et des forêts). Dans un langage fabriqué pour plaire à certaines agences internationales, la proposition est de « décentraliser » le pouvoir sur le plan politique, administratif et financier. Derrière cette manoeuvre se trouvent bien sûr les entreprises multinationales du pétrole et du gaz qui aimeraient bien fonctionner sans avoir « sur le dos » l'État central, encore moins un État central qui mettrait la redistribution de la richesse au sommet de l'agenda. Mais jusqu'à date, cette manoeuvre n'a pas réussi.

La Bolivie en un coup d'oeil :

Villes principales : La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, Sucre.

Superficie : 1 098 580 Km²

Population : 8,8 millions

Langues : Espagnol, quechua, aymara, guarani.

Indicateur de développement humain : 0,681

Produit national brut : \$22 milliards de dollars américains

PIB per capita : 2 700 dollars

Le rôle du mouvement populaire

Les organisations populaires comme la Confédération syndicale unique des travailleurs de la terre (CSUTCB) sont au centre du processus actuel. Déjà en avril 2000, la population s'était soulevée à Cochabamba (deuxième ville du pays) dans le cadre d'une fameuse « guerre de l'eau ». Impulsée par une vaste coalition populaire dont la Fédération des cocaleros (petits producteurs de la feuille de coca) dirigée par Evo Morales, ce mouvement a rallié les couches urbaines et populaires.

Cinq ans plus tard, Evo Morales qui est le candidat de la coalition populaire Movimiento al Socialismo (MAS) apparaît comme un sérieux prétendant lors des prochaines élections présidentielles. Le MAS qui est en fait davantage une coalition des mouvements plutôt qu'un parti politique au sens traditionnel du terme a la possibilité de se présenter comme une alternative au pouvoir actuel.

Les organisations populaires sont présentement plus fortes plus organisées, plus mobilisées. Mais une telle ascendance constitue également un défi, car les attentes sont énormes. Maintenant que le mouvement a gagné dans une large mesure la « bataille des idées », comment peut-il influencer réellement la nature du pouvoir ? Et face à cela, le « maillage » entre mouvements sociaux et mouvements politiques n'est pas ficelé complètement. Par exemple, une partie importante des autochtones, fer de lance des mouvements paysans, reste méfiante face aux autres secteurs du mouvement progressiste. D'autres clivages existent, entre régions, entre secteurs urbains et ruraux, etc.

Des responsabilités pour la solidarité internationale

Nos camarades boliviens nous demandent des appuis pour renforcer leurs capacités d'intervention dans certaines régions du pays, en particulier dans l'Est (département de Santa Cruz), où se situe par ailleurs le noyau dur de la droite et où les mouvements populaires ont encore plus besoin d'appui qu'ailleurs, relativement parlant. Hugo Salvaterra, qui est l'un des animateurs principaux du mouvement dans cette région, les menaces provenant des milices liées aux multinationales et aux groupes d'extrême droite sont sérieuses. Mais affirme-t-il, « l'alternative est un grand « pacte social » endossé par une grande partie de la population de Santa Cruz et qui promeut la démocratie, l'inclusion et la participation populaire, la défense de la souveraineté nationale, et la lutte contre les tendances rétrogrades qui veulent briser la Bolivie sous prétexte d'autonomie régionale ».

Il est possible que les prochaines mobilisations populaires et même l'élection nationale de décembre prochain se « jouent » en grande partie dans la région orientale. Dans la mesure où les forces populaires et progressistes seront en mesure de tenir tête, cela pourrait être suffisant pour faire basculer le pays dans la voie de la transformation, puisque le centre et l'ouest du pas sont déjà dans une large mesure en faveur du changement.